



MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE

APPEL D'OFFRES OUVERT (Article 67 décret n°2016-360 du 25/03/2016)

Objet : Externalisation des activités de Contrôle de Premier Niveau pour l'Initiative AIU du GEIE GECOTTI-PE

Référence : 16U009

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur

GEIE GECOTTI-PE
45/D, rue de Tournai
1^{er} étage
F-59000 LILLE

PROCUREMENT OF SERVICES

OPEN CALL FOR TENDERS (Article 67 decree No. 2016-360 of 25/03/2016)

Object: Externalisation of First Level Control activities for the UIA Initiative of the EEIG GECOTTI-PE

Reference: 16U009

Special Administrative Terms and Conditions (CCAP)

Contracting authority

GEIE GECOTTI-PE
45/D, rue de Tournai
1^{er} étage
F-59000 LILLE





ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Contexte De l'accord-cadre

L'Initiative Actions Innovatrices Urbaines (AIU) est présentée à l'article 8 du Règlement FEDER. L'objectif de l'Initiative AIU est de cofinancer grâce au Fond Européen de Développement Régional (ERDF), des actions innovantes portées par des autorités urbaines de plus de 50 000 habitants et situées sur le territoire des 28 Etats Membres de l'UE, afin d'identifier ou de tester des solutions nouvelles pour faire face aux enjeux du développement urbain durable. L'Initiative couvre la période 2014-2024.

Il s'agit d'un instrument de la Commission Européenne, géré par la DG Politique Régionale et Urbaine via une gestion indirecte. Conformément à l'article 1 du Règlement délégué n°522/2014, la Région Nord-Pas de Calais a été désignée comme Entité Mandatée pour la mise en œuvre de l'Initiative AIU. La gestion quotidienne de l'Initiative AIU est assurée par un Secrétariat Permanent (SP). Le SP AIU appartient au Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) GECOTTI-PE, lequel est le Pouvoir Adjudicateur du présent marché.

1.2. Objet des prestations

L'objet du présent accord-cadre est de sélectionner un prestataire de service afin de réaliser les prestations telles que définies à l'Article 4 du Cahier des Charges (CCTP), et liées à l'externalisation des activités de Contrôle de Premier Niveau pour l'Initiative AIU.

Les prestations attendues sont les suivantes :

1. Rédaction et mise à jour de la méthodologie du Contrôle de Premier Niveau (notamment la

ARTICLE 1 – OBJECT OF THE FRAMEWORK CONTRACT

1.1. Context of the framework contract

The Urban Innovative Actions (UIA) Initiative is set out in Article 8 of the ERDF Regulation. The aim of the UIA Initiative is to co-finance, with European Regional Development Fund (ERDF), innovative actions undertaken by urban authorities comprising at least 50 000 inhabitants from the 28 UE Member States, in order to identify or test new solutions addressing issues related to sustainable urban development. The Initiative covers the 2014-2024 period.

It is an instrument of the European Commission and it is managed by the DG Regional and Urban Policy via indirect management. In line with the Article 1 of the Delegated Act n° 522/2014, the Region Nord-Pas de Calais has been designated as Entrusted Entity for the implementation of the UIA Initiative. For the daily management of the UIA Initiative, a Permanent Secretariat (PS) has been set up. The UIA PS is part of the European Economic Interest Grouping (EEIG) GECOTTI-PE, which is the Contracting Authority for the present Call for Tender.

1.2. Object of the services

The purpose of the framework contract is to select a service provider that will carry out the tasks as defined in Article 4 of the Terms of Reference (CCTP), and relating to the externalisation of First Level Control activities for the UIA Initiative.

The expected services are the following:

1. Drafting and updating the FLC methodology (including sampling methodology) for



<p>méthode d'échantillonage) pour les contrôles administratifs et administratifs et physiques sur place</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Exécution des 'contrôles ex-ante' 3. Exécution des contrôles administratifs et sur place – 2 validations de dépenses + au moins 1 contrôle sur place 4. Planification des contrôles sus-mentionnés, et établissement de plans de ressources annuelles 5. Préparation des rapports de validation des dépenses et des checklists de Contrôle de Premier Niveau 6. Accessibilité des documents et suivi informatisé des irrégularités 7. Coordination globale du contrôle de premier niveau 	<p>administrative, administrative and physical on-the-spot control</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Execution of 'ex-ante control' 3. Execution of administrative and on-the-spot control – 2 validations of expenditures + at least 1 on-the-spot control 4. Scheduling of the above mentioned controls and establishing annual resource plans 5. Preparation of the FLC Report of validation of expenditures and FLC control checklists 6. Accessibility of documents and computerized follow-up of controls 7. Overall FLC coordination
<p>Les prestations à effectuer dans le cadre du présent accord-cadre couvrent toute la zone de l'Union Européenne (28 Etats-membres).</p>	<p>The services to be carried out within the framework of that contract cover the entire area of the European Union (28 members States).</p>
<p>Toute modification de l'équipe de travail (dont notamment le nombre et la composition) devra être immédiatement signalée et préalablement approuvée par la gérante du GECOTTI-PE et le Directeur de l'Initiative AIU avant le début de toute nouvelle prestation.</p> <p>1.3. Décomposition en tranches Sans objet.</p> <p>1.4. Sous-traitance En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur. A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'Acte d'Engagement (AE) ou un formulaire DC4, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de</p>	<p>Any modification to the work team (including in the number of members and composition) shall be immediately notified and previously approved by the GECOTTI-PE Manager and the UIA Director before beginning of any performance.</p> <p>1.3. Breaking down into phases None</p> <p>1.4. Sub-contracting In the case of subcontracting, the successful tenderer shall have the subcontractor accepted and his payment conditions approved in compliance with applicable regulations. To this effect, he will present the special subcontracting framework document attached to the Tender Document or form DC4, fully completed and signed, with the attachment listed in the special framework document. After accepting second (or subsequent) level subcontracting presented by the first (or subsequent) level subcontractor, the latter shall produce, failing an agreement with the owner about a delegation of payment, within 8 days of accepting, a joint and</p>

<p>l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 14.1 ci-dessous, résiliation du marché.</p> <p>Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.</p>	<p>several guarantee to secure the payment of all amounts due to them by them to the second level (or over) sub-contractor. Not producing this guarantee shall entail, under the conditions defined in article 14.1 below, the termination of the contract.</p> <p>The conditions for the exercise of this subcontracting are defined in article 3.6 of the GCC - PI. This includes the obligation for the owner to communicate a copy of the special document after signature.</p>
<p>1.5. Réalisation de prestations similaires</p> <p>Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article 30.I.7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.</p> <p>La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.</p>	<p>1.5. Similar services</p> <p>The Contracting authority reserves the possibility to entrust the successful tenderer, as provided by article 30.I.7° of decree 2016-360 of 25 mars 2016, with the procurement of services similar to those entrusted to him as part of this framework contract as part of a negotiated procedure without prior publicity or competitive tendering.</p> <p>The period during which these new procurement programmes can be concluded shall not exceed 3 years from the notification of this procurement programme.</p>
<p>1.6. Représentation des parties</p> <p>Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique pour le titulaire et une personne physique pour AIU, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notify cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.</p> <p>En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'Acte d'Engagement (AE) sont seules habilitées à les engager.</p> <p>D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.</p>	<p>1.6. Representation of parties</p> <p>Pursuant to articles 3.3 and 3.4.1 of CCAG PI, upon notification of the contract, the successful tenderer and the contracting authority appoint one natural person for the successful tenderer and one natural person for UIA, authorised to represent them for the purpose of the performance of the contract and notify this appointment to the contracting authority or the successful tenderer.</p> <p>Pending this potential appointment, or failing that, the natural people who have signed the Tender Document are the only people authorised to commit. Other natural people can be authorised by the successful tenderer or the contracting authority in the course of the execution of this procurement.</p>

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

ARTICLE 2 – CONSTITUENT PARTS OF THE FRAMEWORK CONTRACT

The constituent parts of the contract are the following (in decreasing order of priority):

2.1. Pièces particulières

- L'**AE** (Acte d'Engagement) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur, fait seul foi
- Le **BP** (Bordereau de prix)
- Le **CCAP** (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur, fait seul foi
- Le **CCTP** (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur, fait seul foi
- La **Note méthodologique**: l'offre technique fournie par le candidat

2.2. Pièces générales

- Le CCTG, les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix,
- Le CCAG Prestations intellectuelles – CCAG PI (Arrêté du 16 octobre 2009)

2.3. Cessions de créances – Nantissement – Pièces à délivrer au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur ne délivrera pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité (applicable aux marchés soumis au code des marchés publics).

ARTICLE 3 – FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE**3.1. Forme du contrat**

Il s'agit d'un Accord-cadre avec émission de bons de commande.

3.2. Durée initiale et maximale

L'accord-cadre est conclu pour une durée de sept (7) ans à compter de sa notification au titulaire.

Il pourra être reconduit tacitement par périodes successives de douze (12) mois à sa date

2.1. Specific parts

- The **AE** (Pledge of commitment) and any annexes, whose original copy, kept in the archives of the Contracting Authority, alone shall be binding
- The **BP** (Price list)
- The **CCAP** (special administrative terms and conditions) and any annexes, whose original copy, kept in the archives of the Contracting Authority, alone shall be binding
- The **CCTP** (Special technical terms and conditions) and any annexes, whose original copy, kept in the archives of the Contracting Authority, alone shall be binding
- The **Methodological note** : the technical tender supplied by the candidate

2.2. General parts

- The CCTG, the national and European standards applicable on the first day of the month of establishment of the prices,
- The CCAG Intellectual services – CCAG PI (Decree of 16th October 2009)

2.3. Transfer – Pledging of receivables –

Items to be delivered to the successful tenderer
By way of derogation to article 4.2.2 of CCAG-PI, the Contracting Authority shall not deliver single copies or transfer certificates (Applicable to contracts subject to the public procurement code).

ARTICLE 3 – QUALIFICATION AND DURATION OF THE FRAMEWORK CONTRACT**3.1. Contract qualification**

It's a Framework contract with purchase orders

3.2 Initial and maximum duration

The framework contract is concluded for a duration of seven (7) years from its notification to the successful tenderer.



d'anniversaire sans que sa durée totale n'excède dix (10) ans.

ARTICLE 4 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les contraintes normalement prévisibles dans sa composition. En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application des précisions, quantités et prix indiqués dans chaque bon de commande.

4.1. Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0, défini à l'article 5 de l'Acte d'Engagement (AE).

4.2. Forme du prix

Le titulaire a proposé dans son offre des prix unitaires en euros Hors Taxes pour chaque « work package » indiqué dans Bordereau des Prix. Le montant de la TVA doit être indiqué séparément. Les candidats de pays extérieurs à la zone euro doivent

It may be renewed tacitly for successive periods of twelve (12) months at its anniversary without the total duration exceeding ten 10 years.

ARTICLE 4 – PRICES OF THE FRAMEWORK CONTRACT

The prices of the contract are VAT excluded and are established considering that all constraints normally predictable in its composition are included. As a complement to article 10.1.3 of CCAG-FCS, the following is added in terms of price contents:

- In the event of joint-and-several liability or joint-liability-only co-contracting, the prices of the contract are deemed including all expenses resulting from the services of coordination and control performed by the successful tenderer, including overheads, taxes or other, the margin for risk and profit as well as all the costs resulting from measures necessary to remedy any shortcomings from the members of the group and the consequences of these shortcomings.
- In the event of subcontracting, the prices of the contract are deemed covering all expenses of coordination and control by the successful tenderer for the services entrusted to this subcontractor, as well as the consequences of his/her shortcomings.

Services will be paid by applying the precisions, quantities and prices indicated in each purchase order.

4.1. Method for establishing the price of the framework contract

The price of this framework contract is deemed established on the basis of the economic conditions of month M0, defined in article 5 of the pledge of commitment (AE).

4.2. Format of the price

The selected tenderer offered in its tender unit prices in euros, excluding taxes, for each work package specified in the Prices List. The amount of VAT shall be shown separately. Tenderers from countries outside the euro zone have to quote their prices in

<p>faire figurer leurs prix en euros. Les prix indiqués ne peuvent être révisés en fonction des variations des taux de change.</p> <p>Les prix sont révisables en application de l'indice Syntec*, une seule fois par an, à compter de la première année de reconduction.</p> <p>*Formule indice Syntec</p> $P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$ <p>P1 : prix révisé P0 : prix contractuel d'origine S0 : indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine S1 : dernier indice publié à la date de révision</p> <p>Il appartient au titulaire de transmettre au Pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception, la liste des nouveaux prix propres au marché à l'adresse suivante :</p> <p style="text-align: center;">GEIE GECOTTI-PE 45/D, rue de Tournai 1^{er} étage F-59000 LILLE Gérante : Mme Pascale SIAUVE</p> <p>ARTICLE 5 – FACTURATION ET PAIEMENT</p> <p>5.1. Facturation L'adresse de facturation est la suivante :</p> <p style="text-align: center;">GEIE GECOTTI-PE – UIA Initiative 45/D, rue de Tournai 1^{er} étage (7^{me} étage) F-59000 LILLE Gérante : Mme Pascale SIAUVE</p> <p>La facturation sera établie après livraison des prestations.</p> <p>Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nom et adresse du fournisseur 	<p>euro. Price quoted may not be revised in line with exchange rate movements.</p> <p>Prices are subject to adjustment by application of the Syntec index*, once a year, starting from the first year of renewal.</p> <p>*Syntec index formula</p> $P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$ <p>P1: revised price P0: original contract price S0: Reference SYNTEC index selected at the original contractual date S1: latest index published at the date of adjustment</p> <p>The onus is on the successful tenderer to send the Contracting Authority, by registered mail with acknowledgement of receipt, the list of new prices for the contract at the following address:</p> <p style="text-align: center;">GEIE GECOTTI-PE 45/D, rue de Tournai 1^{er} étage F-59000 LILLE Manager: Ms Pascale SIAUVE</p> <p>ARTICLE 5 – INVOICING AND PAYMENT</p> <p>5.1. Invoicing The invoicing address is as follows :</p> <p style="text-align: center;">EEIG GECOTTI-PE – UIA Initiative 45/D, rue de Tournai 1^{er} étage (7^{me} étage) F-59000 LILLE Manager: Ms Pascale SIAUVE</p> <p>The invoicing will be established after delivery of the service.</p> <p>Invoices shall be established in a single original copy bearing, in addition to legal text, the indications below:</p> <ul style="list-style-type: none"> • name and address of the supplier
---	---

<ul style="list-style-type: none">coordonnées bancaires ou postales comme précisé dans l'offreréférence du marchédate(s) de livraisonnuméro et date du/des bon(s) de commandetype de prestation effectuéeMontant HT / TVA / TTCdate de facturation	<ul style="list-style-type: none">bank or Post Office account details as specified in the tenderreference of the contractdelivery date(s)number and date of the purchase order(s),type of service performedamount excl. tax / VAT / all taxes included, andinvoicing date
<p>Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. Le Pouvoir Adjudicateur lui communiquera son numéro de TVA intracommunautaire.</p>	<p>If the successful tenderer is established in another country of the European Union and doesn't have an establishment in France, it will invoice its services VAT excluded. The Contracting Authority shall communicate its intra-community VAT number.</p>
<p>L'unité monétaire est l'euro (€)</p>	<p>The currency used in this contract is : euro (€)</p>
<p>5.2. Paiement Le paiement s'effectuera par virement bancaire dans les 30 jours suivants la réception de la facture, selon les modalités suivantes :</p>	<p>5.2. Payment The payment shall be made by bank transfer within a period of 30 days after receiving the invoice, according to the following conditions:</p>
<ul style="list-style-type: none">Pour les tâches continues décrites dans le work package 2 de la proposition financière (BP), la somme forfaitaire sera payée 30 jours après la réception définitive de la facture annuelle à condition que l'ensemble des livrables aient été reçus définitivement par le pouvoir adjudicateur pour un contrôle formel (PV de réception, exhaustivité). Le cas échéant, le prestataire devra examiner les commentaires formels du pouvoir adjudicateur et modifier les livrables en conséquence. Dans ce cas, le paiement est suspendu jusqu'à ce que les commentaires et réserves formels du pouvoir adjudicateur soient pris en compte par le prestataire.En ce qui concerne les tâches ponctuelles qui seront réalisées à la suite d'une demande émanant du pouvoir adjudicateur (ordre de service ou bon de commande), le paiement sera effectué sur la base des prix fournis dans le work package 1 de la proposition financière (BP). Le paiement sera effectué 30 jours après la réception définitive des livrables par le pouvoir adjudicateur pour un contrôle formel (PV de réception, exhaustivité), et suite à la réception de la facture. Le cas échéant, le prestataire devra examiner les commentaires formels du	<ul style="list-style-type: none">For the ongoing tasks described under the work package 2 of the financial proposal (BP), the annual lump sum shall be paid 30 days after the final receipt of the annual invoice, providing all deliverables have been definitely received by the Contracting Authority for a formal check (acceptance sheet, completeness). When appropriate, the successful tenderer shall examine the Contracting Authority's formal comments and amend the deliverables accordingly. In that case, payment is suspended until the Contracting Authority's formal comments and reservations are taken into account by the successful tenderer.Concerning punctual tasks that will be carried out following a formal demand of the awarding authority (service order or purchase order), payment will be made on the basis of the prices provided in the work package 1 of the financial proposal (BP). The payment will be made 30 days after the relevant deliverables are definitely received by the Contracting Authority for a formal check (acceptance sheet, completeness), and following the receipt of the invoice. When appropriate, the successful tenderer shall

<p>pouvoir adjudicateur et modifier les livrables en conséquence. Dans ce cas, le paiement est suspendu jusqu'à ce que les commentaires formels du pouvoir adjudicateur soient pris en compte par le prestataire.</p>	<p>examine the Contracting Authority's formal comments and amend the deliverables accordingly. In that case, payment is suspended until the Contracting Authority's formal comments are taken into account by the successful tenderer.</p>
<p>Des avances sur paiement pourront être accordées par le Pouvoir adjudicateur sur demande expresse du titulaire.</p>	<p>Advanced payment may be granted by the Contracting Authority on express demand of the contractor.</p>
<p>5.3. Intérêts moratoires Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :</p>	<p>5.3. Default interest The applicable default interest rate when the maximum payment time is exceeded, is equal to the interest rate applied by the European Central Bank to its latest main refinancing operations applicable on the first day of the half-year of the civil year during which the default interest started to accrue, increased by eight percentage points. The calculation formula for default interest is the following:</p>
<p>IM = M x J/365 x Taux IM M = montant de l'acompte en TTC J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement. 365 = nombre de jours calendaires de l'année civile</p>	<p>DI = A x D/365 x DI rate A = amount of the down payment all taxes included D = number of calendar days late between the payment deadline and the actual date of payment. 365 = number of calendar days in a civil year</p>
<p>ARTICLE 6 – QUANTITES ET QUALITES DES PRESTATIONS</p>	<p>ARTICLE 6 – QUANTITY AND QUALITY OF THE SERVICES</p>
<p>6.1. Quantités Il n'y a pas de quantité minimale ni maximale pour chaque bon de commande ni pour la totalité de l'Accord-cadre.</p>	<p>6.1. Quantities There is no minimum or maximum quantity for each purchase order and the whole Framework contract.</p>
<p>ARTICLE 7 – RAPPORT ANNUEL DE GESTION</p>	<p>ARTICLE 7 – ANNUAL MANAGEMENT REPORT</p>
<p>7.1. Modalités de livraison Les prestations fournies doivent être conformes à la commande et la livraison doivent être effectuée dans les délais indiqués dans l'offre du prestataire, comme indiqué dans le bon de commande.</p>	<p>7.1. Delivery arrangements The services delivered should be in conformity with the order and delivery should be made within timescales stated in the tenderer's bid, as shown in the purchase order.</p>

Le prestataire fournira un rapport annuel de gestion des prestations du marché. Par ses données quantitatives et qualitatives, ce rapport permettra au Pouvoir adjudicateur d'apprécier le travail effectué ainsi que les préconisations pour l'année suivante.

Ces rapports seront livrés par voie électronique sous format lisible et modifiable à l'adresse électronique indiquée par le Pouvoir Adjudicateur.

Une version papier sera fournie si expressément réclamée.

La date d'acceptation vaut date d'achèvement de la prestation commandée.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, s'il n'est pas satisfait de la qualité des rapports, de la renvoyer au prestataire et de demander une nouvelle production sans que cela n'occasionne de frais supplémentaires et autant de fois que le défaut de qualité des prestations le nécessitera.

7.2. Délais de livraison

La livraison doit être effectuée dans les délais prévus dans l'offre du titulaire et convenu avec le Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 – VERIFICATIONS

Il est indiqué que lorsque le marché est un marché à bons de commande et/ou qu'il comporte des parties distinctes à réaliser, la réalisation de chaque commande ou partie distincte à réaliser fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

8.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 6 du CCAG PI.

8.2. Décision

La décision sera prononcée par le maître d'ouvrage ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

The contractor will provide an annual management report of the contract performances. By its quantitative and qualitative datas, this report shall allow the Contracting Authority to appreciate the provided work and the recommendations for the coming year.

Deliverables shall be delivered in a legible and modifiable electronic format to the electronic address indicated by the Contracting Authority.

A paper version shall be supplied if expressly demanded.

The date of acceptation marks the date of completion of the service ordered.

The Contracting Authority reserves the right if it is not satisfied with the quality of the reports, to send it back to the service provider and request a new production at no extra cost and as many time as the quality defect of the services requires.

7.2. Delivery time

The delivery must be performed by the deadlines specified in the tender of the successful tenderer and convened with the Contracting Authority.

ARTICLE 8 – CHECKS

It is hereby indicated that the contract is a contract with purchase orders and/or that it includes separate parts to be performed, the delivery of each order or separate part has been the object of separate checks and decisions.

8.1. Checking operations

The quantity and quality checking operations are performed in compliance with the provisions of chapter 5 of the CCAG PI.

8.2. Decision

The decision shall be pronounced by the contracting party or its representative in compliance with the provisions of article 2577 of the CCAG-PI.

ARTICLE 9 – RECLAMATIONS ET PENALITES DE RETARD	ARTICLE 9 – CLAIMS AND LIQUIDATED DAMAGES
<p>Les réclamations en cas de prestation non conforme pourront se faire dans un délai de 2 jours ouvrés (à compter du jour de fin de la prestation).</p>	<p>Claims in the event of a non-compliant service may be made within a period of 2 working days (with effect from the end date of the service).</p>
<p>En cas de retard dans l'exécution des prestations commandées ou prévues au marché, le Pouvoir Adjudicateur appliquera mécaniquement une pénalité équivalente à 80€ par jour de retard.</p>	<p>In the event of delay in the performance of the services ordered or included in the contract, the Contracting Authority shall mechanically apply a penalty of €80 per day late.</p>
<p>Conformément et en complément à l'article 7.1 du présent CCAP, le Pouvoir adjudicateur considérera toute qualité insuffisante des livrables comme relevant d'un retard de livraison. Ce retard pourra donner lieu à l'application des pénalités susmentionnées.</p>	<p>Pursuant and complementary to article 7.1 of this CCAP, the Contracting Authority shall consider any poor quality of deliverables as late delivery. This delay may lead to the application of the above-mentioned penalties.</p>
ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE	ARTICLE 10 – TERMINATION OF THE CONTRACT
<p>10.1. Résiliation pour faute En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 29 à 36 du CCAG PI avec les précisions suivantes :</p>	<p>10.1. Termination for breach In case of termination for breach, articles 29 and 36 of the CCAG PI shall be applied with the following specifications:</p>
<p>Le Pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.</p>	<p>The Contracting Authority may use the services of a third parties to perform a services included in the contract at the costs and risks of the successful tenderer under the conditions defined in article 36 of the CCAG PI. The decision of termination shall mention it expressly. In this case, and by way of derogation to article 34.5 of the CCAG PI, the notification of termination by the Contracting Authority to the successful tenderer must be done at the latest two months after the final payment of the new contract concluded for the completion of the services.</p>
<p>Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.</p>	<p>The successful tenderer is not entitled to any compensation.</p>
<p>10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 33 du CCAG FCS et lorsque les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 33 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% % du montant initial HT</p>	<p>10.2. Termination in the public interest In the event of termination pursuant to article 33 of the CCAG FCS and when the provisions of article 10 above do not apply, without prejudice to the application of the provisions of paragraph 2 and 3 of article 33 of the CCAG PI, the compensation for termination is set at 5% of the initial amount tax</p>

<p>du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.</p>	<p>excluded of the contract, with the non-adjusted amount tax excluded of the services received deducted.</p>
<h2>ARTICLE 11 – GARANTIES FINANCIERES</h2>	<h2>ARTICLE 11 – FINANCIAL GUARANTEES</h2>
<p>11.1. Avance Des avances annuelles d'au moins 5% du montant total des prestations pourront être accordées par le Pouvoir adjudicateur. Les modalités de ces avances sont précisées par le Pouvoir adjudicateur après demande exprès du titulaire..</p>	<p>11.1. Advance payment Annual advance payments of at least 5% of the total amount of the performances can be granted by the Contracting Authority. The modalities of payments of the advance payment are precisely defined by the Contracting Authority upon express demand of the contractor.</p>
<p>11.2. Retenue de garantie Il n'est pas prévu de retenue de garantie.</p>	<p>11.2. Retention bonds No retention bonds have been foreseen</p>
<h2>ARTICLE 12 – ASSURANCES</h2>	<h2>ARTICLE 12 – INSURANCE</h2>
<p>Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.</p>	<p>Prior to beginning to perform the services specified in the contract, the successful tenderer shall provide proof that it is covered by an insurance contract in respect of civil liability as provided for by articles 1382 to 1384 of the "Code civil" (French Civil Code) in addition to its professional liability, in the event of damage caused during the execution of the contract.</p>
<h2>ARTICLE 13 – DIFFERENDS ET LITIGES</h2>	<h2>ARTICLE 13 – DISAGREEMENTS AND DISPUTES</h2>
<p>En cas de litige, seuls la version française, et le droit français sont applicables et opposables.</p>	<p>In case of dispute, sole French law and the French version of this contract shall be applicable and opposable.</p>
<p>Le tribunal compétent en cas de recours est le Tribunal de Grande Instance de Lille, 13 Avenue du Peuple Belge – 59000 Lille</p>	<p>The court having jurisdiction in case of appeal is the Tribunal de Grande Instance de Lille (LILLE District Court), 13 avenue du Peuple Belge - 59000 Lille</p>
<p>Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.</p>	<p>If the successful tenderer is established in another country of the European Union and does not have an establishment in France, it will invoice its services VAT excluded and shall be entitled to receiving from the administration a tax identification number.</p>

ARTICLE 14 – RECAPITULATIF DES DEROGATION AU CCAG FCS

L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG PI.

Toutes les clauses qui ne dérogent pas expressément au CCAG-FCS sont réputées se conformer exclusivement à lui.

ARTICLE 14 – SUMMARY OF DEROGATION FROM THE CCAG FCS

Article 9 is a derogation to article 14 of the CCAG PI.

All clauses that do not expressly derogate to the CCAG-FCS are deemed complying exclusively with it.